

GILLES LEBRETON

# Libertés publiques & droits de l'Homme

---

6<sup>e</sup> édition

1031 D



ARMAND COLIN

# Table des matières

<b>Principales abréviations</b> .....	V
<b>Introduction</b> .....	I
PREMIÈRE PARTIE	
<b>THÉORIE GÉNÉRALE DES LIBERTÉS PUBLIQUES</b>	
TITRE I	
<i>LA NOTION DE LIBERTÉS PUBLIQUES</i>	
<b>CHAPITRE 1. — Définition des libertés publiques</b> .....	10
Section 1. <i>Définitions de la liberté</i> .....	11
§ 1. La définition ontologique .....	11
§ 2. La définition politique .....	12
Section 2. <i>Les définitions critiquables des libertés publiques</i> .....	13
§ 1. Les définitions trop restrictives .....	13
§ 2. Les définitions trop extensives .....	14
Section 3. <i>Définition proposée</i> .....	15
§ 1. « Les pouvoirs d'autodétermination... » .....	15
§ 2. « ... qui visent à assurer l'autonomie de la personne humaine... » ..	16
§ 3. « ... sont reconnus par des normes à valeur au moins législative... »	17
§ 4. « ... et bénéficient d'un régime juridique de protection renforcée... »	17
§ 5. « ... même à l'égard des pouvoirs publics » .....	18
<b>CHAPITRE 2. — Les fondements idéologiques des libertés publiques</b> .....	20
Section 1. <i>Une philosophie des droits de l'Homme</i> .....	20
§ 1. Le discrédit du positivisme juridique .....	21
§ 2. Le succès de la théorie moderne du droit naturel .....	22
§ 3. Le fondement le plus solide : le positivisme sociologique .....	23
A. Les insuffisances de la théorie moderne du droit naturel .....	23
B. La solution de rechange : le positivisme sociologique .....	26
§ 4. Un fondement tentant : la théorie classique du droit naturel .....	29
A. L'Église catholique .....	29
B. Jacques Maritain .....	30
Section 2. <i>L'attachement à la démocratie libérale</i> .....	32
§ 1. Les origines : les libertés publiques sans la démocratie libérale ....	32
§ 2. Aujourd'hui : les libertés publiques dans le cadre de la démocratie libérale .....	33

Section 3. <i>La confiance en la loi</i> .....	33
§ 1. Jusqu'en 1958 : une confiance absolue en la loi .....	33
§ 2. Depuis 1958 : une confiance relative en la loi .....	35
Section 4. <i>L'exaltation du rôle du juge</i> .....	36
§ 1. L'exigence de l'indépendance du juge .....	36
§ 2. L'insuffisance des garanties d'indépendance du juge .....	37
A. L'inamovibilité .....	37
B. La discipline .....	38
C. Le recrutement .....	38
D. L'avancement .....	39
E. Les pressions du pouvoir politique .....	41
<b>CHAPITRE 3. — Les classifications des libertés publiques</b> .....	43
Section 1. <i>La diversité des classifications, preuve de la richesse de la notion de « libertés publiques »</i> .....	43
§ 1. Les principales classifications doctrinales .....	44
A. La classification bipartite : libertés individuelles et libertés collectives .....	44
B. La classification tripartite : libertés physiques, libertés intellectuelles, autres libertés .....	45
§ 2. La classification du Conseil constitutionnel : libertés publiques « fondamentales » et libertés publiques ordinaires .....	47
Section 2. <i>La diversité des classifications et le problème des conflits de libertés</i> .....	49
§ 1. Les impasses du positivisme juridique et de la théorie moderne du droit naturel .....	49
§ 2. Les solutions du positivisme sociologique et de la théorie classique du droit naturel .....	50

## TITRE II

*L'HISTOIRE DES LIBERTÉS PUBLIQUES*

<b>CHAPITRE 1. — Depuis 1789 : des libertés publiques fondées sur « la » philosophie des droits de l'Homme</b> .....	56
Section 1. <i>Les sources de la Déclaration de 1789</i> .....	56
§ 1. Les sources religieuses .....	56
§ 2. Les sources philosophiques .....	58
A. Les philosophes du contrat social .....	58
B. Les philosophes anglo-saxons .....	63
§ 3. Les sources juridiques .....	67
A. Les pactes anglais .....	67
B. Les déclarations américaines .....	68
Section 2. <i>La Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789</i> .....	70
§ 1. L'élaboration de la Déclaration .....	70
§ 2. Le contenu de la Déclaration .....	73
A. Des droits de l'Homme .....	73
B. Des droits du citoyen .....	75
C. Des principes d'organisation politique .....	76
§ 3. Les caractères de la Déclaration .....	77
A. L'universalisme .....	77
B. L'individualisme .....	78

Section 3. <i>L'épanouissement des libertés publiques après 1789</i> .....	79
§ 1. De 1792 à 1870 : les libertés publiques en sommeil .....	80
A. De 1792 à 1848 : le premier sommeil des libertés publiques .....	80
B. La Seconde République : le bref réveil des libertés publiques .....	84
C. Le Second Empire : le second sommeil des libertés publiques .....	86
§ 2. Depuis 1870 : la consécration des libertés publiques .....	88
A. La consécration législative des libertés publiques par la Troisième République .....	88
B. Le reniement des libertés publiques par le régime de Vichy .....	91
C. La consécration constitutionnelle des libertés publiques par la Quatrième République .....	92
D. La protection constitutionnelle des libertés publiques par la Cinquième République .....	98
<b>CHAPITRE 2. — Depuis 1917 : la remise en cause des libertés publiques</b> .....	103
Section 1. <i>La conception marxiste des libertés publiques</i> .....	103
§ 1. La critique des libertés formelles .....	103
§ 2. La mise en place des libertés réelles L'exemple de l'URSS (1917-1991) .....	105
A. La construction de la société sans classes .....	105
B. L'accession aux libertés réelles .....	108
Section 2. <i>La négation fasciste et nazie des libertés publiques</i> .....	111
§ 1. Le fascisme .....	111
§ 2. Le nazisme .....	112
§ 3. La pensée de Carl Schmitt .....	113
A. Une philosophie de l'exclusion .....	114
B. L'exploitation de la pensée de Carl Schmitt par le Front national .....	116
Section 3. <i>L'islam et les libertés publiques</i> .....	117
§ 1. Le rejet des libertés publiques par l'intégrisme musulman .....	118
§ 2. L'acceptation des libertés publiques par l'islam évolutionniste .....	120
<b>CHAPITRE 3. — Depuis 1948 : l'édification par la communauté internationale d'une conception universelle des libertés publiques</b> .....	124
Section 1. <i>La Déclaration universelle des droits de l'Homme</i> .....	125
§ 1. Le vote de la Déclaration universelle .....	125
§ 2. Le contenu de la Déclaration universelle .....	126
A. Un compromis acceptable sur la forme .....	126
B. Un compromis décevant sur le fond .....	127
§ 3. Le destin de la Déclaration universelle .....	128
A. Sur le plan idéologique .....	128
B. Sur le plan juridique .....	129
Section 2. <i>L'acte final de la conférence d'Helsinki</i> .....	130

## TITRE III

*LES IMPLICATIONS JURIDIQUES  
DE LA NOTION DE LIBERTÉS PUBLIQUES*

<b>CHAPITRE 1. — La valeur juridique des libertés publiques</b> .....	136
Section 1. <i>La valeur juridique des libertés publiques proclamées par la Déclaration de 1789 ou par le préambule de 1946</i> .....	136
§ 1. Leur valeur législative jusqu'en 1971 .....	136

§ 2. Leur valeur constitutionnelle depuis 1971 .....	139
Section 2. <i>La valeur juridique des libertés publiques qui ne sont proclamées ni par la Déclaration de 1789, ni par le préambule de 1946</i> .....	141
§ 1. Le principe : la valeur constitutionnelle .....	141
§ 2. L'exception : la valeur législative .....	143
<b>CHAPITRE 2. — La réglementation des libertés publiques</b> .....	146
Section 1. <i>Les autorités compétentes pour réglementer les libertés publiques</i> ..	146
§ 1. La répartition apparente des compétences : les articles 34 et 37 de la Constitution .....	146
§ 2. La répartition réelle des compétences : la jurisprudence du Conseil constitutionnel .....	148
A. L'élargissement de la compétence du législateur .....	148
B. La soumission de la compétence élargie du législateur au respect de certaines dispositions à caractère constitutionnel .....	152
Section 2. <i>Le respect du principe d'égalité</i> .....	158
§ 1. La réglementation des libertés doit respecter l'égalité des droits ...	159
A. La valeur constitutionnelle du principe d'égalité des droits .....	160
B. L'interdiction des discriminations fondées sur le sexe .....	162
C. L'interdiction des discriminations fondées sur la race .....	165
§ 2. La réglementation des libertés peut rechercher l'égalité de fait .....	172
A. Des situations différentes peuvent faire l'objet de solutions différentes	173
B. Des situations différentes peuvent faire l'objet de solutions semblables	174
Section 3. <i>Les modalités de la réglementation des libertés publiques</i> .....	175
§ 1. Le régime répressif .....	176
§ 2. Le régime préventif .....	177
A. L'autorisation préalable .....	178
B. L'interdiction .....	179
§ 3. Le système de la déclaration préalable .....	181
Section 4. <i>L'influence des circonstances sur la réglementation des libertés publiques</i> .....	183
§ 1. Les états de crise constitutionnalisés .....	184
A. L'article 16 : le péril national .....	184
B. L'article 36 : l'état de siège .....	188
§ 2. Les états de crise prévus par la loi .....	189
A. L'état d'urgence .....	190
B. L'organisation de la nation en temps de guerre .....	191
§ 3. Les circonstances anormales distinguées par la jurisprudence du Conseil d'État .....	196
A. La théorie jurisprudentielle de l'urgence .....	196
B. La théorie jurisprudentielle des circonstances exceptionnelles .....	197
<b>CHAPITRE 3. — Les garanties des libertés publiques</b> .....	200
Section 1. <i>Les garanties non juridictionnelles</i> .....	200
§ 1. Le droit de la conscience collective d'exiger le respect de ses aspirations .....	201
A. L'auto-protection des libertés publiques .....	201
B. La résistance à l'oppression .....	202
C. Le droit de pétition .....	203
§ 2. Les autorités administratives indépendantes .....	204
A. Les AAI n'ayant qu'un pouvoir d'influence .....	204
B. Les AAI ayant un pouvoir de décision .....	208

Section 2. <i>Les garanties juridictionnelles</i> .....	210
§ 1. Les garanties juridictionnelles contre la loi .....	210
A. La composition du Conseil constitutionnel .....	210
B. La saisine du Conseil constitutionnel .....	212
C. La compétence d'attribution du Conseil constitutionnel .....	214
§ 2. Les garanties juridictionnelles contre l'administration .....	216
A. La protection des libertés publiques par le juge judiciaire .....	217
B. La protection des libertés publiques par le juge administratif .....	223
§ 3. La sûreté de l'État et les juridictions d'exception .....	232
A. Jusqu'en 1981 : les juridictions d'exception contre les libertés .....	232
B. Depuis 1981 : la tentative de concilier la sûreté de l'État avec le respect des libertés .....	233
Section 3. <i>Les garanties internationales</i> .....	235
§ 1. La protection des libertés publiques par des organismes internationaux .....	236
A. Les organisations non gouvernementales .....	236
B. L'organisation des Nations unies .....	237
C. Le Conseil de l'Europe .....	239
§ 2. La protection des libertés publiques par les juges nationaux sur la base d'engagements internationaux .....	251
A. La supériorité des traités ratifiés sur les actes administratifs .....	251
B. La supériorité des traités ratifiés sur les lois .....	252

## DEUXIÈME PARTIE

# LE RÉGIME JURIDIQUE DES PRINCIPALES LIBERTÉS PUBLIQUES

## TITRE I

### *LES LIBERTÉS PHYSIQUES*

<b>CHAPITRE 1. — Les libertés confrontées aux sciences de la vie</b> .....	262
Section 1. <i>Le droit de disposer de son corps</i> .....	264
§ 1. Le droit d'entretenir des relations sexuelles .....	264
§ 2. Le droit de procréer .....	265
A. Le droit de refuser la procréation naturelle .....	266
B. Le droit de recourir à la procréation médicalement assistée .....	271
§ 3. Le droit de changer de sexe .....	277
§ 4. Le droit de donner ses organes ou les produits de son corps .....	279
A. Le don d'organes .....	279
B. Le don de produits du corps humain .....	281
§ 5. Le droit de décider sa propre mort .....	282
A. Le suicide .....	282
B. L'euthanasie .....	283
Section 2. <i>Le droit à l'intégrité physique</i> .....	284
§ 1. L'interdiction de la torture .....	285
§ 2. L'interdiction des traitements inhumains ou dégradants .....	286
§ 3. L'interdiction de l'esclavage et du travail forcé .....	287
§ 4. L'interdiction des expérimentations médicales .....	288
A. L'expérimentation sur l'embryon .....	289

B. L'expérimentation sur la personne humaine .....	290
C. L'expérimentation sur la dépouille mortelle .....	292
§ 5. Les atteintes légales à l'intégrité physique .....	293
<b>CHAPITRE 2. — Le droit à la vie privée</b> .....	298
Section 1. <i>La liberté du domicile</i> .....	298
Section 2. <i>Le droit au secret</i> .....	300
Section 3. <i>Le droit à l'inviolabilité des correspondances</i> .....	303
§ 1. Les lettres .....	303
§ 2. Les conversations téléphoniques .....	304
Section 4. <i>Le droit à la protection contre les fichiers nominatifs informatisés</i> ..	307
§ 1. La CNIL .....	308
§ 2. La constitution des fichiers nominatifs informatisés .....	310
Section 5. <i>Le droit à une vie familiale normale</i> .....	311
<b>CHAPITRE 3. — La liberté d'aller et venir</b> .....	317
Section 1. <i>Le régime général de la liberté d'aller et venir</i> .....	317
§ 1. Une liberté fondamentale .....	317
§ 2. La circulation automobile .....	319
A. Les véhicules .....	319
B. L'utilisation des voies publiques .....	321
C. Les conducteurs .....	323
§ 3. La circulation des « gens du voyage » .....	326
Section 2. <i>Le régime spécial de la liberté d'aller et venir des étrangers</i> .....	329
§ 1. L'entrée en France des étrangers .....	330
A. Les conditions de l'entrée en France .....	330
B. La procédure de refoulement .....	334
§ 2. Le séjour en France des étrangers .....	335
A. La « carte de séjour » .....	335
B. La « carte de séjour temporaire » .....	337
C. La « carte de résident » .....	339
D. Le statut de réfugié et le droit d'asile .....	341
E. L'autorisation de travailler en France .....	344
§ 3. L'éloignement des étrangers .....	345
A. La reconduite à la frontière .....	346
B. L'expulsion .....	350
C. L'extradition .....	354
<b>CHAPITRE 4. — Le droit à la sûreté</b> .....	361
Section 1. <i>Les détentions légales contrôlées par le juge judiciaire</i> .....	364
§ 1. Les contrôles d'identité .....	364
A. Les deux types de contrôles d'identité .....	364
B. La rétention de la personne contrôlée .....	366
§ 2. La garde à vue .....	367
A. La garde à vue de vingt-quatre heures .....	368
B. La prolongation de la garde à vue .....	369
§ 3. L'hospitalisation des personnes atteintes de troubles mentaux .....	370
A. L'entrée à l'hôpital .....	370
B. Le séjour à l'hôpital .....	373
C. La sortie de l'hôpital .....	375
Section 2. <i>Les détentions légales décidées par le juge judiciaire</i> .....	377
§ 1. Les motifs de la détention provisoire .....	378

§ 2. La procédure de placement en détention provisoire .....	378
§ 3. La durée de la détention provisoire .....	379
§ 4. Les moyens d'obtenir la fin anticipée de la détention provisoire ...	381

## TITRE II

### LES LIBERTÉS INTELLECTUELLES

<b>CHAPITRE 1. — Les libertés d'opinion et d'expression</b> .....	386
Section 1. <i>L'interdiction de sanctionner une opinion ou l'expression d'une opinion</i> .....	387
§ 1. L'absence de délit d'opinion .....	387
§ 2. La neutralité des services publics .....	388
§ 3. L'obligation de tolérance .....	389
Section 2. <i>Le droit de choisir ses opinions et de les exprimer</i> .....	391
§ 1. Une caractéristique des démocraties libérales .....	391
§ 2. Le problème de l'objection de conscience .....	393
§ 3. L'obligation de réserve .....	394
<b>CHAPITRE 2. — La liberté religieuse</b> .....	399
Section 1. <i>La loi de 1905 et le respect de la liberté des cultes</i> .....	401
§ 1. La liberté de célébration du culte .....	401
A. La liberté de célébration intérieure du culte .....	401
B. La liberté de célébration extérieure du culte .....	402
§ 2. La neutralité bienveillante de l'État à l'égard des cultes .....	403
A. L'obligation de s'abstenir de financer les cultes .....	403
B. L'obligation de lever les obstacles au libre exercice des cultes .....	404
§ 3. La gestion des biens du culte .....	406
A. Le principe : les associations cultuelles .....	406
B. L'exception catholique : les associations diocésaines .....	406
Section 2. <i>Le problème des sectes</i> .....	407
§ 1. Le principe : la liberté cultuelle des sectes .....	408
§ 2. La pratique : les restrictions à la liberté cultuelle des sectes .....	409
<b>CHAPITRE 3. — La liberté de l'enseignement</b> .....	414
Section 1. <i>Le droit à l'instruction</i> .....	416
Section 2. <i>La liberté dans l'enseignement public</i> .....	418
§ 1. La neutralité de l'enseignement public .....	418
A. Conséquences de la neutralité de l'enseignement public pour les enseignants .....	419
B. Conséquences de la neutralité de l'enseignement public pour les élèves .....	420
C. Le problème de la conciliation de la neutralité de l'enseignement public avec l'exercice de la liberté religieuse ...	421
§ 2. La gratuité de l'enseignement public .....	425
Section 3. <i>La liberté de l'enseignement privé</i> .....	426
§ 1. Le droit de créer et de faire fonctionner un établissement d'enseignement privé .....	426
A. Le droit de créer un établissement d'enseignement privé .....	426
B. Le droit de choisir les méthodes et les programmes .....	427
C. L'absence de liberté de collation de grades .....	428

§ 2. L'aide financière publique aux établissements d'enseignement privé .....	428
A. L'aide financière de l'État .....	429
B. L'aide financière des collectivités locales .....	432
<b>CHAPITRE 4. — La liberté de la presse</b> .....	437
Section 1. <i>La fabrication de l'imprimé</i> .....	440
§ 1. Les entreprises de presse .....	440
A. Statut .....	440
B. L'aide financière de l'État .....	444
§ 2. Les journalistes .....	445
§ 3. Les agences de presse .....	448
§ 4. Les imprimeurs .....	449
Section 2. <i>La diffusion de l'imprimé</i> .....	450
§ 1. L'abonnement .....	450
§ 2. La vente au numéro .....	451
§ 3. L'affichage .....	452
Section 3. <i>La protection des personnes et de l'ordre public contre la presse</i> ..	453
§ 1. La protection de l'ordre public contre la presse .....	453
A. La protection de l'ordre public contre la presse française .....	454
B. La protection de l'ordre public contre la presse étrangère .....	454
§ 2. La protection des personnes contre la presse .....	456
A. La protection renforcée des enfants et des adolescents .....	457
B. La protection minimale consentie à toute personne .....	459
<b>CHAPITRE 5. — La liberté de communication audiovisuelle</b> .....	464
Section 1. <i>La liberté de la radio et de la télévision</i> .....	465
§ 1. La coexistence d'un secteur public et d'un secteur privé .....	467
A. Le secteur public .....	468
B. Le secteur privé .....	468
C. Les obligations communes au secteur public et au secteur privé ...	470
§ 2. Le contrôle des deux secteurs par une autorité administrative indépendante .....	474
A. La Haute Autorité .....	475
B. La Commission nationale de la communication et des libertés .....	476
C. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel .....	477
Section 2. <i>La liberté cinématographique</i> .....	481
§ 1. La fabrication des films .....	481
§ 2. La diffusion des films .....	482
A. La liberté d'ouvrir des salles de cinéma et de les exploiter .....	482
B. Les censures cinématographiques .....	483
C. Le problème de la diffusion des films à la télévision .....	487
<b>TITRE III</b>	
<i>LES LIBERTÉS RELATIONNELLES</i>	
<b>CHAPITRE 1. — La liberté de réunion</b> .....	492
Section 1. <i>Les réunions hors des voies publiques</i> .....	493
§ 1. Les réunions publiques .....	494
§ 2. Les réunions privées .....	496

Section 2. <i>Les réunions sur les voies publiques</i> .....	497
§ 1. Les « manifestations » .....	497
§ 2. Les « attroupements » .....	500
Section 3. <i>Les spectacles</i> .....	501
§ 1. Les « spectacles de curiosité » .....	502
§ 2. Les représentations théâtrales et les concerts .....	503
§ 3. Les rave-parties .....	504
<b>CHAPITRE 2. — La liberté d'association</b> .....	506
Section 1. <i>L'association de la loi de 1901</i> .....	508
§ 1. Définition et régime juridique de l'association de la loi de 1901 ...	508
A. Définition .....	508
B. Formation .....	508
C. Fonctionnement .....	509
D. Dissolution .....	510
§ 2. Les trois types d'associations prévus par la loi de 1901 .....	511
A. Les associations non déclarées .....	511
B. Les associations déclarées .....	511
C. Les associations reconnues d'utilité publique .....	513
§ 3. Les problèmes posés par la loi de 1901 .....	514
A. Les associations para-commerciales .....	514
B. Les associations para-administratives .....	515
Section 2. <i>Les associations non régies par la loi de 1901</i> .....	517
§ 1. Les congrégations religieuses .....	517
§ 2. Les associations d'Alsace et de Moselle .....	518
§ 3. Les groupes de combat .....	520
<b>Conclusion générale</b> .....	523
<b>Bibliographie générale</b> .....	524
<b>Index thématique</b> .....	526
<b>Index des noms propres</b> .....	528

Éditions Dalloz  
31-35 rue Froidevaux  
75685 Paris Cedex 14  
Dépôt légal : juillet 2003

Mis en pages sur les presses de la  
SNEL S.A.  
rue Saint-Vincent 12 – B-4020 Liège  
tél. 32(0)4 344 65 60 - fax 32(0)4 341 48 41  
juillet 2003 - 28981